

LES MÉDIAS FRANÇAIS FACE À L'ÉCOLOGISME

Guillaume SAINTENY

L'influence politique supposée des médias a donné lieu à toute une littérature théorique et journalistique. Pourtant, de manière plus précise, le rôle des médias dans l'émergence d'un courant d'opinion et d'un nouvel acteur politique, a été peu étudié, en France. C'est à une modeste tentative de ce genre que l'on souhaite se livrer, ci-après, à travers l'exemple de l'écologie. On tentera de montrer qu'après une phase éphémère favorable, les médias français ont semblé défavorables à l'écologie dans la plus grande partie des années 80, avant que ne s'initie un nouveau retournement de tendance (1).

Dans l'étude de l'influence des médias sur le comportement politique et électoral, la théorie des effets directs limités (2) est dominante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, plus récemment, des critiques ont été adressées à ce modèle (3). La mise en lumière de ses différentes limites a conduit à ce que la théorie des effets limités soit maintenant relati-

visée, voire délaissée. Aujourd'hui, quel que soit le modèle théorique d'explication du comportement électoral – rationnel ou sociologique – les variables communicationnelles sont réévaluées à la hausse (4). Cette évolution se fait, notamment, en déplaçant la problématique et la recherche, des effets directs de la communication, aux effets indirects passant par des modifications de type symbolique ou cognitif. D'une manière générale, les médias ne sont plus considérés comme un simple intermédiaire entre l'offre et la demande politique, mais comme doués d'une capacité contributive partiellement autonome. Dans cette nouvelle perspective, les médias sont susceptibles d'exercer, notamment, quatre types d'influence sur le comportement électoral et la naissance ou l'évolution d'une nouvelle force politique.

Tout d'abord, la « fonction d'agenda » (5) qu'assurent les médias (et les sondages rendus publics) peut entraver ou faciliter l'émergence d'une nouvelle force politique de manière indirecte. Ainsi, en sélectionnant les thèmes qu'ils abordent au cours d'une campagne électorale, les médias peuvent favoriser relativement davantage telle ou telle force politique.

Ensuite, les médias et les sondages rendus publics engendrent des effets d'amorçage (*priming effect*) (6) qui, en attirant l'attention sur un problème plutôt qu'un autre, contribuent à faire de ce problème, de cet enjeu ou de la manière dont il est traité, un critère d'évaluation des gouvernements, des candidats et des politiques publiques.

De même, de nombreux médias se calquent sur quelques médias de référence et traitent les sujets que ceux-ci traitent et qu'il est légitime de traiter parce que ceux-ci en traitent. Cela tend à renforcer la dépendance ou l'interdépendance des médias entre eux. Il en résulte un effet de

(1) Eirik NEVEU a bien voulu me faire part de ses remarques sur une première version de ce texte. Qu'il soit ici remercié pour ses suggestions.

(2) Sur cette théorie, voir, notamment BERELSON, LAZARFELD, GAUDET, 1948 ; SIMON, STERN, 1955 ; KATZ 1957 ; KATZ, LAZARFELD, 1964.

(3) GILTIN, 1978 ; HIRSCHMAN, 1983 ; CAYROL, 1986.

(4) GERSTLÉ, 1989.

(5) McCOMBS, SHAW, 1972.

(6) YENGAR, KINDER, 1987, chap. 7 et sq.

fermeture des médias, l'actualité tendant à se circonscrire à ce dont traitent les médias (7).

Par ailleurs, et cela peut être essentiel dans le cas d'une force politique naissante, les médias contribuent à la visibilité et à la légitimation des acteurs. Par le seul fait de se produire dans une émission télévisée ou radiophonique notoire, l'homme politique bénéficie déjà, en dehors du contenu même de son discours, d'un effet de légitimation, conforté par la redondance de la diffusion à travers d'autres médias. Et cette légitimation, cette institutionnalisation de l'homme politique se produisant dans une émission échappe au filtre de l'exposition sélective puisque même ceux qui ne regardent pas l'émission en question, ayant été informés par d'autres moyens du fait qu'elle a eu lieu, intègrent ainsi, dans leur référent, le nouveau statut d'homme politique légitimé, produit par la simple tenue du discours (8).

Dès lors, en déterminant le rythme d'apparition à la télévision ou à la radio ou l'éventuel boycott de tel ou tel courant politique, les médias contribuent fortement à la notoriété, à la visibilité et à la légitimité dudit courant et de ses représentants. Dans le cas d'une force politique naissante qui ne bénéficie pas de représentation parlementaire, ni de droit institutionnel à l'antenne, à l'inverse des organisations politiques et syndicales établies, le rôle des médias peut être déterminant dans le processus qui conduit à la légitimation ou au rejet de l'intrus par l'opinion et par les acteurs politiques préexistants.

UNE SYMPATHIE INITIALE

Certains médias semblent avoir été, un moment, favorables aux thèses « environnementalistes », voire aux mouvements écologistes naissants.

(7) CHAMPAGNE, 1990, pp 249-256

(8) MAAREK, 1989

(9) Comme l'indique son sous-titre

(10) *La Gueule ouverte* vend 15 000 exemplaires en 1974 et 10 000 en 1979 pour un tirage de 22 000 (selon *Le Monde*, 15 septembre 1979, p 24) ou 25 000 exemplaires, (Eisendrath, 1979). La diffusion du *Sauvage* approche les 60 000 exemplaires selon *La Correspondance de la presse*, 11 décembre 1990, p 12. Le tirage mensuel de la presse écologiste est estimé à la fin des années soixante-dix à plus de 100 000 exemplaires (Parodi, 1979).

L'engagement de la presse spécialisée et de ses journalistes

Dès 1950, Roby publie de longs articles sur la pollution des rivières. En 1963-1964, Pierre Pellerin anime, durant près d'un an, la campagne « Pollueurs au pilori » contre la pollution et les destructions dans *Bêtes et nature*, *Toute la pêche* et *Le Monde et la Vie*. Pierre Fournier fonde, en mai 1972, *La Gueule ouverte*, « Le journal qui annonce la fin du monde » (9). Puis, naît *Le Sauvage*, en avril 1973. D'abord accueillies dans la presse animale (*La Vie des bêtes*, *Nos amies les bêtes*), de protection de la nature (*Le Courrier de la nature*, *Naturopa*), de tourisme (*Touring club de France*), voire cynégétique et piscicole, les thèses « environnementalistes » et écologistes se développent ensuite dans une presse créée à cet effet (*Aménagement et nature*, *Nuisances et environnement*, *Pollustop*, *Presse-environnement*, *Mieux vivre*, qui fusionne avec *Maisons et paysages* pour donner naissance à *Combat-nature* à partir de mars 1974). Pour les thèmes plus proprement écologistes, outre *La Gueule ouverte* et *Le Sauvage*, on peut citer *Le Courrier de la baleine*, *Action écologique*, *Ecologie* (10).

De plus, certains journalistes sont, en fait, à l'origine de la candidature de René Dumont en 1974, idée lancée par Jean Carlier, en 1973, au sein du bureau de l'*Association des journalistes-écrivains pour la protection de la nature et de l'environnement* (A.J.E.P.N.E.), fondée en 1969 par des journalistes animaliers. Une fois la candidature acquise, l'A.J.E.P.N.E. lui apporta publiquement son soutien, assura même son organisation matérielle avec *Les Amis de la Terre* et Jean Carlier fut le président de son comité de soutien. Au sein de celui-ci et dans l'équipe de la campagne, on retrouve

nombre de journalistes : Marc Ambroise-Rendu, René Barjavel, Paul Guimard, Alain Hervé, Brice Lalonde, Gabriel Matzneff, Laurent Samuel, Claude-Marie Vadrot...

Dans ce soutien apporté par l'A.J.E.P.N.E. à la candidature Dumont et à l'écologisme électoral naissant, on retrouve un cas typique de mobilisation de structures préconstituées dont on sait qu'elle favorise la naissance de mouvements sociaux (11). Certes, l'A.J.E.P.N.E. n'est pas la seule structure associative à apporter son soutien, ses moyens et son organisation à la campagne Dumont, puisque d'autres associations de protection de l'environnement s'y engagent également. Mais la mobilisation d'une structure telle que l'A.J.E.P.N.E. apparaît importante car cette association peut, elle-même, mobiliser ses adhérents qui, précisément, sont tous des journalistes spécialisés dans l'environnement, que ce soit dans la presse spécialisée ou dans la presse généraliste. Ceux-ci peuvent donc relayer (12) directement ou indirectement la campagne de René Dumont dans leurs organes de presse (13). Plus encore, à cette époque et dans les années qui suivent, les journalistes forment une partie des permanents et des cadres du mouvement. La presse écologiste constitue peut-être même, alors, « le substitut d'organisation sans lequel le mouvement n'aurait pu survivre » (14).

Le rôle de la presse spécialisée et des journalistes spécialisés est donc double dans l'émergence de l'écologisme. D'une part, quand celui-ci survient, notamment sur le terrain électoral, à partir de 1974, il existe déjà une association regroupant les journalistes spécialistes de l'environnement et plusieurs publications écologistes,

qui étant donné les sympathies des journalistes spécialisés (15), sont autant de ressources pour le mouvement (possibilités de rémunération, même partielles, pour des journalistes militants, mises à disposition de compétences en communication) et de structures préexistantes mobilisables par lui et d'autant plus rentables à mobiliser que, par leur fonction de propagation de l'information, elles ont un pouvoir démultiplicateur de la mobilisation. D'autre part, avant la naissance de la presse écologiste, la presse animalière ou piscicole, accordant d'avantage d'importance aux questions d'environnement, à partir du début des années soixante, a pu contribuer à mettre ces enjeux non pas tant directement sur l'agenda public que sur l'agenda de la presse généraliste. La fonction d'agenda (16) semble ainsi pouvoir se décomposer en deux temps : les magazines spécialisés contribuent à l'inscription des questions d'environnement sur l'agenda de la presse généraliste, laquelle contribue à leur inscription sur l'agenda de l'opinion publique (17).

Le rôle de la presse généraliste

Entre le 25 mars et le 21 mai 1967, *Le Monde* consacre une cinquantaine d'articles, soit l'équivalent de huit pleines pages, à l'affaire du *Torrey-Canyon* (18). A partir de 1970, Pierre Fournier développe ses analyses antinucléaires dans *Hara-Kiri* et *Charlie-Hebdo*. D'avril 1971 à avril 1972, le nombre d'articles consacré à la « qualité de la vie » quadruple dans la presse quotidienne (19). Surtout, la création de rubriques « environnement » dans les or-

(11) OBERSCHALL, 1973

(12) Le rôle très important d'une bonne communication de la part du mouvement pour éviter les stratégies de ticket gratuit a été montré par WALSH et WARLAND, 1983

(13) De même, c'est un journaliste (Jean CARLIER) qui anime la campagne contre l'amputation du parc national de la Vanoise en 1968-1969

(14) PARODI, 1979, p 28

(15) On constate un phénomène analogue en Grande-Bretagne, mais plus spécifique à l'environnement. Les journalistes spécialisés dans l'environnement paraissent éprouver une sympathie telle envers la cause de la protection de l'environnement que la majeure partie de la presse spécialisée peut être considérée comme une partie du mouvement « environnementaliste », agissant souvent comme son porte-parole (LOWE, MORRISSON, 1982)

(16) McCOMBS, SHAW, 1972

(17) Un phénomène analogue est constaté aux Etats-Unis par STRODTHOFF, HANKINS et SCHOENFELD (1985).

(18) AMBROISE-RENDU, 1972, p 28

(19) *Idem*, p 30

ganes de presse témoigne du lien, désormais effectué par ceux-ci entre les différents types de problèmes qu'on regroupe sous ce vocable et qui étaient, auparavant, traités de manière séparée (20) *La Croix* crée, dès 1968, une rubrique « Sauvegarde de la nature et de la vie ». Au *Monde*, c'est en janvier 1972 qu'est ouverte une rubrique « environnement », confiée d'abord à Alphonse Theliey puis à Marc Ambroise-Rendu. A *L'Aurore*, le mot environnement fait son apparition le 3 mai 1972, accolé à la rubrique animale. A la télévision, l'émission « La France défigurée », diffusée sur la première chaîne, à partir de juillet 1965 et animée par Michel Péricard et Louis Bériot, connaît un franc succès.

Si l'on quitte un instant la presse généraliste, pour un détour du côté des revues à public plus restreint ou plus éclectique, on est également frappé par l'importance qu'elles accordent au thème, à l'époque. Chacune y va de son numéro spécial. Pour ne citer que quelques exemples, on peut mentionner *30 Jours d'Europe*, qui, en mai 1972, consacre sa couverture à « L'Europe et la qualité de la vie », *Les Cahiers français*, qui, en 1973, publie, coup sur coup, trois numéros sur ces questions, *La Nef*, qui y consacre son numéro de septembre 1973.

En outre, la presse généraliste semble, alors, pour une large part, favorable aux idées de protection de l'environnement. En 1968 et 1969, *Le Figaro* mène une vive campagne contre l'amputation du parc de la Vanoise. Si l'on prend l'exemple du lance-

ment de la « Charte de la nature », lors d'une conférence de presse, le 14 novembre 1972, on constate que, non seulement la presse rend compte largement de l'événement (21), parfois sur plusieurs pages, en reproduisant souvent la Charte elle-même, mais aussi que plusieurs journaux font eux-mêmes campagne pour la signature de celle-ci. Ainsi, certains organes de presse demandent à leurs lecteurs de renvoyer au siège du journal les pétitions qu'ils auront recueillies en faveur de la Charte (22). Autre exemple, *Le Nouvel Observateur*, qui publie, en juin 1972, un entretien avec Sizzo Mansholt, auquel il consacre sa couverture, soutient, lui-même, les positions du Néerlandais, écrivant notamment :

« [...] il s'agit [...] de la plus réaliste des prises de position. Il faut la comprendre ou se préparer à mourir [...] » (23)

Dans le numéro suivant, l'hebdomadaire consacre sa couverture et un supplément spécial de huit pages à la reproduction d'extraits d'une conférence débat, organisée, le 13 juin 1972 par le « Club du *Nouvel Observateur* », lui-même, sur le thème « Ecologie et révolution ». Enfin, au même moment, paraît le numéro hors série « La dernière chance de la Terre » qui prend clairement parti.

A cette époque, une partie au moins de la presse généraliste s'engage donc en faveur de l'environnement (24), avec une tonalité assez catastrophiste (25) voire, comme *Libération*, en faveur de la lutte antinucléaire (26) et de l'écologisme.

Pour expliquer cette attitude relative-

(20) BROOKES et al (1976), estiment qu'en Grande-Bretagne cette « prise de conscience » du lien entre les différentes questions d'environnement est, à cette époque, le changement majeur dans l'attitude de la presse anglaise à l'égard de ces questions, plus que l'augmentation de la place qu'elle y consacre.

(21) Voir, par exemple, *Le Monde*, 16 novembre 1972, p. 33 ; *France-Soir*, 17 novembre 1972, p. 8 ; *Le Parisien libéré*, 21 novembre 1972, p. 7 ; *Combat*, 22 novembre 1972, p. 10 ; *Le Canard enchaîné*, 22 novembre 1972, p. 4 ; *Témoignage chrétien*, 23 novembre 1972, pp. 4-6 ; *Touring club de France* 845, février 1973, pp. 40-43.

(22) Voir, par exemple, *Le Parisien libéré*, 21 novembre 1972, p. 7 ; *Témoignage chrétien*, 23 novembre 1972, pp. 4-6, *Touring club de France* 845, fév. 1973, p. 43.

(23) *Le Nouvel Observateur*, 12 au 18 juin 1972, p. 71.

(24) A la même époque la presse locale et nationale d'outre-Manche semble témoigner d'une sympathie analogue envers l'« environnementaliste » britannique, selon BROOKES et al., (1976).

(25) Le titre du premier numéro du *Sauvage* qui fait suite au numéro spécial du *Nouvel Observateur* « La dernière chance de la Terre » en avril-mai 1973 est révélateur : « 1973 : l'utopie ou la mort » de même que l'intitulé d'un supplément au numéro du mai 1974 d'*Actuel* : « L'écologie ou la mort ». Cette tonalité dramatique, catastrophiste perdure tout au long des années 70 et concerne donc même les grands médias écrits et audiovisuels. Pour un exemple de dramatisation du traitement de l'information par les médias généralistes à propos de l'énergie nucléaire, voir VÉRON (1981).

(26) Voir, par exemple, la manière dont *Libération* rend compte de la manifestation de Creys-Malville dans ses numéros d'août 1977.

ment favorable des médias français envers l'environnement à cette époque, deux hypothèses peuvent être évoquées. D'une part, les « environnementalistes » et les écologistes disposent de « relais » non seulement de par l'existence d'une presse spécialisée, mais aussi dans les grands organes de presse. Le poids de ces « relais » n'est pas négligeable. Ainsi, à l'occasion de l'accident de Three Mile Island, la seule radio à prendre une position vraiment anti-nucléaire avec une combinatoire dramatisation extrême de l'événement plus mise en avant explicite de l'erreur humaine est, précisément, *RTL*, qui laisse à plusieurs reprises la parole à Jean Carlier (27).

D'autre part, malgré son essor momentané, l'environnement reste, tout au long de ces années, une discipline reléguée dans la hiérarchie des rubriques journalistiques de la presse généraliste (28), loin derrière la politique internationale, la politique intérieure, l'économie, le social, la culture. Mais les détenteurs des rubriques d'environnement peuvent s'efforcer de gagner l'estime du grand public à ces thèmes, tant par croyance personnelle que parce qu'ils sont proches, socialement, de ceux qui les défendent, ou que par intérêt à renforcer leur position professionnelle au sein de leur publication. De ce point de vue, la politisation des questions d'environnement peut leur être, ne serait-ce que momentanément, favorable.

UNE ÉVICTION RAPIDE ET DURABLE

La simple consultation des dossiers de presse thématiques, constitués par les centres de documentation, sur les « mouvements écologistes » est significative. Ainsi, le dossier intitulé « mouvements écologistes » constitué à la *Fondation nationale des sciences politiques*, à partir du 5 novembre 1976, comprend 172 coupures

de presse en 1977, 60 en 1978, 63 en 1979, 142 en 1980, 63 en 1981 (dont 44 de janvier à mai et 19 seulement pour le reste de l'année), 33 en 1982, 21 en 1983, 35 en 1984, 21 en 1985, 14 en 1986, 19 en 1987, et 25 en 1988 (29) (voir graphique 1).

Le mois de juin 1981 marque donc une rupture nette. Sans qu'il soit question de causalité, on se doit d'observer cette corrélation avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. De même, entre septembre 1980 et mai 1989, aucun écologiste n'est l'invité d'une des grandes émissions politiques télévisées. Ce désintérêt des médias pour l'écologisme à partir de 1981 doit aussi être mis en relation avec la stagnation électorale, voire le déclin militant du mouvement. Mais cette explication n'est pas suffisante, dans la mesure où la baisse d'intérêt des médias pour l'écologisme semble beaucoup plus accentuée que le déclin électorale des écologistes, qui reste relatif (comparer le graphique 1 au graphique 2). À vrai dire, il semble que le retournement de tendance de juin 1981 n'ait fait qu'accélérer un processus. Sur un strict plan quantitatif, le chiffre de 1980 est un peu atypique dans la mesure où les 98 coupures, de février à juin inclus, concernent essentiellement le lent et long processus de choix du candidat écologiste pour l'élection présidentielle. Quantitativement, la poussée d'intérêt des médias s'essouffle donc dès après les législatives de mars 1978 (janvier à mars : 48 coupures, avril : 4, mai : 0, juin : 1, juillet : 0, août : 3, octobre : 3, novembre : 0, décembre : 1), considérées comme un échec pour les écologistes, par la presse, alors même que cet échec est très relatif (30).

Au-delà de cette seule évolution de la couverture rédactionnelle par la presse écrite, il faut insister, entre autres, sur trois types de déformation de l'écologisme par les médias

– l'enterrement prématuré,

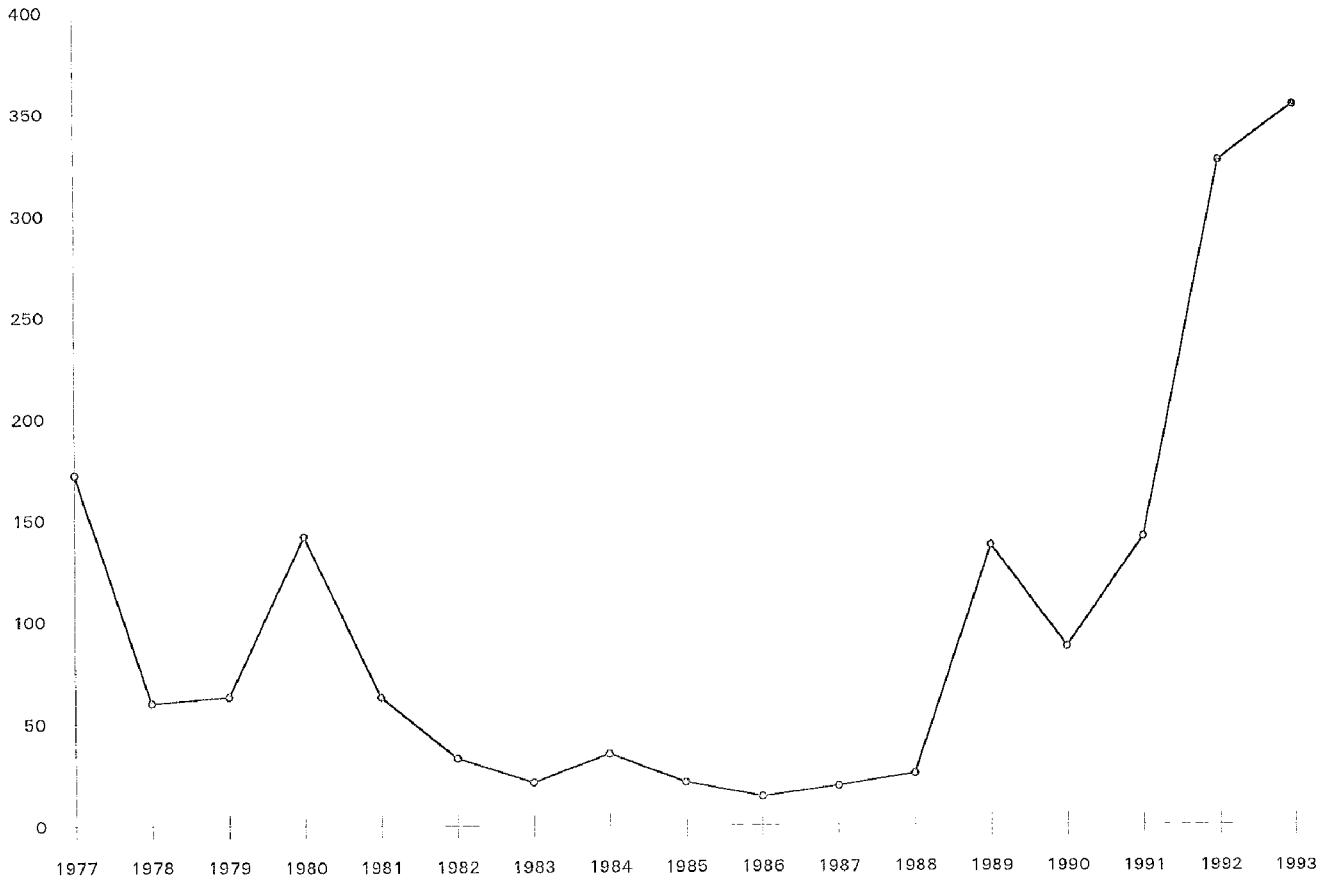
(27) VERON, 1981, pp. 24, 134-138.

(28) Ainsi, au *Monde* la rubrique « environnement » fait partie, dès sa création, du service « équipement-régions » créé au même moment et qui n'est pas l'une des rubriques dominantes du quotidien.

(29) Ce type de dossier n'est pas exhaustif, et on a pu vérifier que celui de la *FN S P* ne l'était pas. Néanmoins, ce comptage permet d'indiquer une tendance.

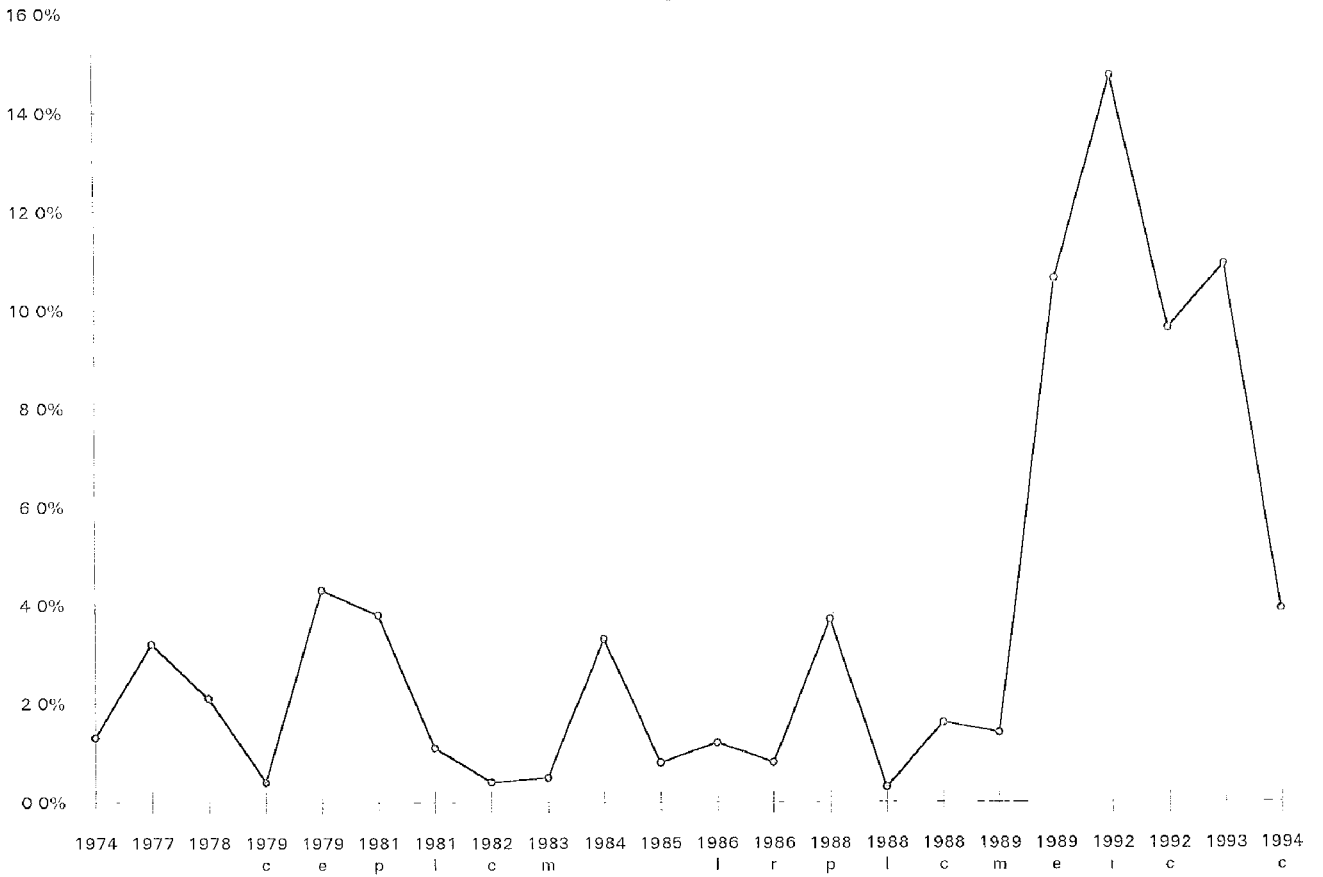
(30) 2,1 % de l'ensemble des suffrages exprimés mais 4,7 % des suffrages exprimés dans les circonscriptions où les écologistes présentaient des candidats.

Graphique 1



Graphique 1 : nombre de coupures de presse consacrées aux « mouvements écologistes » en France par an

Graphique 2



Graphique 2 : résultats électoraux des écologistes en % des suffrages exprimés sur l'ensemble des circonscriptions

- son assimilation à un strict « environmentalisme » ,
- la négation de son originalité ou de son caractère politique

Le faux prophète d'un faux déclin

La presse se fait très vite le faux prophète d'un faux déclin de l'écologisme. Ainsi, dans *Le Monde* du 7 juin 1979, un journaliste interroge la « tête de liste » écologiste à l'élection européenne en ces termes :

« Après un essor de 1974 à 1977, le mouvement écologiste paraît connaître un déclin. À quoi attribuez-vous cette situation ? » (31)

Or, quelques jours plus tard, la liste *Europe-écologie* enregistre le meilleur score jamais obtenu sur le plan national, par les écologistes (32). L'intervention du journaliste paraît biaisée. La question ne porte pas sur le déclin qui est énoncé comme une affirmation. Au contraire, le déclin étant posé, on demande seulement à Solange Fernex à quoi elle attribue ce déclin. En avril 1981, le scénario est le même dans le même décor (*Le Monde*), et dans les mêmes circonstances (campagne électorale)

« Comment expliquez-vous que, bien que les écologistes aient préparé cette campagne de longue date, les problèmes qu'ils posent - que vous posez - ne soient pas pris en considération dans le débat électoral ? » (33)

La question porte sur l'explication. La non-prise en compte des questions posées par les écologistes est affirmée. Il ne s'agit pas d'une question soulevée, sur laquelle pourrait porter le débat. Brice Lalonde répond : « Je trouve au contraire qu'ils sont largement évoqués [] » Pourtant, un plus

plus loin, le journaliste poursuit sur le même registre

« Ne pensez-vous pas que les questions soulevées par les écologistes ont été reléguées au second plan par les problèmes économiques ? » (34)

Or, là aussi, la prédiction du faux prophète se trouve démentie, puisque, quelques jours plus tard, le candidat écologiste aux présidentielles obtient le meilleur score jamais atteint par les écologistes en valeur absolue (35). Il n'est peut-être pas indifférent que ce scénario prenne place dans l'organe le plus prestigieux de la presse écrite en France. Car le fait que ce soit précisément dans ce lieu que se nie la légitimité d'un acteur politique peut raisonnablement faire douter de la légitimité de l'acteur en question, parmi les clercs, les citoyens et, surtout, les autres médiateurs, nationaux ou provinciaux, qui calquent souvent leurs analyses sur celles de leur référent le plus prestigieux.

On retrouve, à plusieurs reprises, de semblables attitudes des médiateurs quelques mois, voire quelques semaines seulement, avant un bon résultat électoral pour les écologistes. Ainsi, le « véritable enterrement » des écologistes, annoncé par *Libération* en août 1978, ne les empêche pas de frôler l'élection à Strasbourg, dix mois plus tard, avec près d'un million de voix. De même, en février 1980, *Le Quotidien de Paris* intitule une enquête sur le sujet

« Le mouvement écologiste à la recherche d'un second souffle. Loin des grands terrains de lutte, l'effritement du mouvement écologiste » (36)

Même tonalité au *Poim*, où, dans un article intitulé « Qu'est-ce qui fait pâlir les "Verts" ? », l'auteur écrit

« [] le mouvement semble s'embourber [] partout en fait, le mouvement écologiste sombre lentement dans une demi-

(31) FERNEX Solange, « Mme Fernex : l'Assemblée doit devenir une véritable Constituante », *Le Monde*, 7 juin 1979, pp. 1, 13 (1)

(32) 888 134 voix, soit 4,38 % des suffrages exprimés

(33) LALONDE Brice, « Je rêve d'une nouvelle alliance entre d'authentiques libéraux et d'authentiques autogestionnaires », *Le Monde*, 24 avril 1981, pp. 1-7.

(34) *Ibid*

(35) 1 126 000 suffrages exprimés

(36) DELORME Didier, « Le mouvement écologiste à la recherche d'un second souffle », *Le Quotidien de Paris*, 16, 17, 18 février 1980, p. 2

torpeur » (37)

Or, lors de l'échéance électorale qui suit ces écrits, les écologistes atteignent leur plus haut score. Cette performance est néanmoins considérée comme un déclin par *L'Express*, qui, dans un article intitulé « Ecolos, année zéro », estime que les « votes écologistes sont retombés à 3,09 % à l'élection présidentielle » (38). Le scénario est quasiment semblable en 1984. En janvier, dans un article intitulé « Les écolos sont dans la nature », Les Nouvelles considèrent que « les Verts sont mal partis pour le scrutin européen de 1984 » et se demandent « où sont passés les Verts ? Le mouvement écologique existe-t-il encore ? » (39).

De même, en avril, un journaliste du *Matin* demande à Didier Anger : « Les écologistes n'ont-ils pas eux aussi leur avenir derrière eux ? » (40). Or, quelques semaines plus tard, la liste *Les Verts*, devançant la liste *ERE*, renouvelle presque son résultat de 1979. Quatre mois avant d'obtenir ses premiers conseillers régionaux et d'atteindre ainsi son plus haut niveau de responsabilité électorale, l'écologie était rangée par *Le Nouvel Observateur* « au grenier avec les disques de Bob Dylan et les nippes indiennes » (41) et *Le Monde* titrait : « La plongée des écolo » (42). En janvier 1987, encore, Jean Daniel estime que « les écologistes ont disparu » (43), et en août, *Le Monde*, titrant « Le dernier carré des Verts », se demande « où sont-ils passés ? » (44).

Dès lors, le bon résultat d'Antoine Waechter, quelques mois plus tard, qui n'est pourtant que la reproduction presque exacte de celui obtenu par les écologistes à la présidentielle précédente, semble anormal aux médias. « inattendu » pour *Libération* (45), « inespéré » pour *Le Monde* (46), il constitue une « divine surprise » pour *L'Événement du jeudi* (47), « car enfin le mouvement écologiste était quasiment porté disparu [...] Depuis 1981, à chaque scrutin il perdait irrésistiblement un peu plus de sa substance électorale », estime l'éditorial de *Que choisir* (48). En mars 1989, au lendemain du succès des Verts aux municipales et moins de trois mois avant leur élection au Parlement européen, le rédacteur en chef du *Figaro* épilogue dans son éditorial sur « la précarité du phénomène écologique » (49).

En mai 1989, quelques jours avant l'élection de neuf députés européens avec plus de 10 % des voix et deux mois après le succès vert aux municipales, il suffit que les intentions de vote en faveur de la liste conduite par A. Waechter passent de 14 % à 12 % pour que *Le Journal du dimanche* écrive :

« Les Verts se fanent ? [...] le vote non écologiste d'Antoine Waechter part "par plaques" » (50).

Les bons résultats obtenus par Les Verts continuent, après 1989, à être souvent niés. Ainsi, le 25 juin 1990, encore, *Le Quotidien de Paris* écrit

(37) MIHAIL Roland « Qu'est-ce qui fait pâli les "Verts" ? », *Le Point* 436, 26 janvier 1980, pp. 36-37.

(38) GEORGES Michèle « Ecolos, année zéro », *L'Express*, 29 janvier au 4 février 1982, p. 67. L'auteur emploie le mot « retombé » alors qu'il s'agit d'une progression. En outre, le chiffre de 3,09 % indiqué est inférieur de près d'un point au chiffre de 3,87 % des suffrages exprimés.

(39) KROP Pascal « Les écolos sont dans la nature », *Les Nouvelles*, 11 au 18 janvier 1984, p. 26.

(40) ALGALARRONDO Hervé, « Les Verts : des ambitions mais peu de moyens », Entretien avec Didier ANGER, *Le Matin*, 12 avril 1984, p. 5.

(41) *Le Nouvel Observateur*, 22 novembre 1985.

(42) CANS Roger, « La plongée des écolos », *Le Monde*, 6 mars 1986, pp. 1-13.

(43) *Le Nouvel Observateur*, 2 janvier 1987, cité par ALLAN-MICHAUD, 1984, p. 5.

(44) RÉGENT Claude « Le dernier carré des Verts », *Le Monde*, 4 août 1987, p. 9.

(45) SAMSON Michel, « Le P.C.F. s'effondre, les Verts s'emacinent », *Libération*, 25 avril 1988, p. 9.

(46) B. O. « Les Verts à la recherche d'une percée municipale », *Le Monde*, 1 mai 1989, p. 7.

(47) S. J. M., K. P., « La divine surprise des écolos », *L'Événement du jeudi*, 28 avril au 4 mai 1989, p. 58.

(48) MESURET Louis, « Vers une écologie au quotidien », *Que choisir*, 249, avril 1989, p. 3.

(49) GIESBERT Franz-Olivier, « Vagues vertes », *Le Figaro*, 15 mars 1989, p. 1.

(50) SAUVAGE Christian, « Tournant dans la campagne : V.G.E. fléchit », *Le Journal du dimanche*, 28 mai 1989, p. 4.

« Depuis leur dernière assemblée générale en novembre dernier, les Verts semblent avoir disparu de la scène politique. Aux différentes partielles, ils n'obtiennent pas de résultats significatifs [...] » (51)

Pourtant, cette analyse est inexacte : 11,3 % à Amfreville-la-Campagne (cantonale), en juin, 13,3 % à Conflans-Sainte-Honorine (cantonale), en septembre, 7,4 % à Forbach (cantonale) en octobre. Au total, les écologistes, avec une moyenne de 7,7 % aux cantonales partielles de 1990, progressent de 2,9 % par rapport à 1988 (52).

L'institutionnalisation déniée

La rapidité à se faire le faux prophète d'un faux déclin n'a d'égale que la lenteur à prendre en compte certains thèmes connexes à l'écologisme.

Par exemple, les instituts de sondages et, corrélativement, les organes de presse commanditaires délaissèrent l'écologisme beaucoup plus rapidement qu'ils ne l'avaient pris en compte. Ainsi, il faut attendre 1977 pour voir apparaître le premier titre de sondage mentionnant « l'écologie », alors qu'est déjà atteint le point de retournement de l'opinion publique en la matière (53). Et c'est seulement en janvier 1980, six ans après la candidature de René

Dumont, que la S O F R E S inclut le « mouvement écologiste » dans sa liste de partis, pour les questions sur la proximité partisane (54).

En revanche, alors qu'en 1977 et 1978 la presse écrite (55) fut parfois à l'origine en tant que commanditaire puis que support de publication de sondages spécifiques consacrés au mouvement écologiste, à ses électeurs, ses sympathisants, ses idées on ne trouve plus, après 1981 (56), de sondages spécifiquement consacrés à ces questions (57). Plus même, et cela jusqu'à la fin des années 80, les sondages d'intention de vote ou de hiérarchisation des « problèmes importants du moment », de « jugement de l'action des gouvernants » ou de classification des « priorités de l'action du gouvernement », qui différencient les opinions selon les préférences partisans, vote précédemment émis ou intentions de vote, n'incluent pas, parmi les réponses possibles, « les questions d'environnement » et, parmi les classifications possibles « Mouvement écologiste » (58) ou « Antoine Waechter », alors même que sont parfois pris en compte, « l'extrême gauche » ou les « groupes trotskystes » ou « Pierre Juquin », ou « Ailette Laguiller » (59), d'un poids électoral pourtant inférieur. Par leurs effets d'imposition ou de non-imposition de problématiques, de mise sur agenda (60) et de non-inscription sur

(51) « Chapeau » anonyme à « Antoine Waechter » : « C'est vrai que Le Pen est plus fort que nous' » *Le Quotidien de Paris*, 25 juin 1990, p. 9.

(52) Voir L.F. GALL-Gérad, « La gauche tient le coup », *Le Monde*, 5 janvier 1991, p. 9.

(53) BONNAL, 1980, pp. 3-5.

(54) Mais elle l'avait déjà fait pour le sondage effectué au lendemain de l'élection législative de 1978 par le Centre d'études de la vie politique française contemporaine. Voir CAPDEVIELLE et al. (1981).

(55) Notamment, *Le Matin*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Quotidien de Paris*.

(56) À l'exception d'un sondage S O F R E S de mai 1984 sur les électeurs de petites listes aux élections européennes.

(57) Même si les électeurs écologistes continuent parfois à figurer dans les enquêtes générales sur les intentions de vote.

(58) De même, ils ne nomment presque jamais les mouvements écologistes par leur vrai nom, même après la création des Verts en 1984 mais utilisent le plus souvent le vocable « Mouvements écologistes ». Cela témoigne, soit de la mauvaise connaissance de ces mouvements par les instituts de sondages, soit de leur difficulté d'avaliser l'institutionnalisation et l'appellation des Verts, soit de l'incapacité de ceux-ci à l'imposer, soit de ces trois phénomènes à la fois.

(59) Ainsi les questions d'environnement, par exemple, ne figurent pas dans la liste des 13 thèmes (en décembre 1985 et 14 (en février 1986) abordés en priorité par les médias durant la campagne électorale de 1986 voir MISSIKA, BREGMAN (1985). Voir aussi, par exemple, sondages I P S O S, publié dans *V.S.D.*, 2 août 1987, I F O P, publié dans *V.S.D.*, 2 août 1987, I F O P, publié dans *Valeurs actuelles*, 27 avril 1987, B V A, publié dans *Paris-Match*, 10 août 1987, S O F R E S, janvier 1986 (cité in S O F R E S, 1991, p. 110); B V A, effectué du 15 au 19 février 1988, B V A, effectué du 31 août au 6 septembre 1988, B V A, effectué du 16 au 21 novembre 1988, B V A, effectué du 28 novembre au 2 décembre et du 14 au 19 décembre 1988, B V A, (voir p. 98, suite note 59).

l'agenda, les sondages des années 80 semblent, manifestement, exclure la problématique écologiste et « environnementaliste » en ne proposant pas de possibilité de répondre « l'environnement » comme « question importante » ou « écologiste » comme préférence partisane.

Autre signe : fin 1982, *Le Monde* remplace son journaliste spécialisé dans la rubrique environnement au sein du service « Equipement-Régions » par un rédacteur qui ne suit plus ces questions qu'à mi-temps. En mai 1985, *Le Point* annonce « la suppression de la section environnement », car « [] la vague écologiste est en perte de vitesse »

On peut proposer quelques hypothèses pour rendre compte de la faible couverture médiatique de l'écologisme à cette époque. Au milieu des années 70, quand commencent à apparaître des mouvements écologistes qui présentent des candidats aux élections, ce sont, le plus souvent, les journalistes chargés des questions d'environnement – dont l'écologisme apparaît alors comme le prolongement – qui rendent compte de cette actualité-là. Cela les conduit donc – un temps – à traiter de sujets politiques, normalement réservés aux services politiques, mieux placés dans la hiérarchie des rubriques. Ainsi, ces journalistes, aux marges de leur compétence, peuvent être entraînés, pour les raisons qu'on a évoquées, à amplifier le phénomène écologiste et à tenter de lui faire gagner l'estime des lecteurs. *A contrario*, à la fin des années 70 et au début des années 80, les mouvements écologistes perdurant, ils

en viennent à relever des services politiques des rédactions. Alors qu'ils avaient peu à peu constitué une part importante de l'activité des journalistes des rubriques environnement, ils ne représentent, alors, au sein des services politiques, qu'une faible part de l'actualité à « couvrir ». Face à des grands partis politiques institutionnalisés, puissants, auxquels les services de politique intérieure consacrent l'essentiel de leur temps, les mouvements écologistes font une entrée « en catimini » qui les place immédiatement en position subalterne au sein de ces services politiques et dans la manière qu'ont ceux-ci de traiter l'actualité politique. En outre, le style de ces mouvements, leur organisation, leur discours, toutes choses qui ne répondent pas aux règles établies, dans le champ et auxquelles sont habitués les journalistes de politique intérieure, peuvent inciter ces rédacteurs à rendre compte de manière lacunaire, elliptique, et, peut-être, peu légitime, de ces mouvements. En d'autres termes, les écologistes ne correspondent peut-être pas, alors, à la vision légitime de la politique intériorisée par les journalistes des services politiques. Par ailleurs, aucun des journalistes militants ou proches des écologistes dont on a évoqué l'existence n'occupe au sein du service politique d'une rédaction (61). Au contraire, ils sont, le plus souvent, cantonnés dans une presse qui n'aborde pas les sujets politiques, ou dans les rubriques « reléguées » de la presse généraliste (science, environnement...) et officient souvent avec un statut provisoire et peu légitime de « pigistes »

(suite de la note 59)

14 mai 1988. Si l'on compulse S O F R E S (1986), il est frappant de constater que les mots « environnement » et « écologie » ne figurent même pas dans l'index. A « écologistes », on ne retrouve qu'un seul renvoi (p. 471). En dehors de ce cas, on ne trouve de référence au « Mouvement écologiste » que dans le cadre de deux sondages effectués à propos de l'affaire *Greenpeace*, en août et septembre 1985 (voir pp. 210, 211, 212) et d'un sondage de septembre-octobre 1985, sur les intentions de vote aux législatives (p. 190). Il n'est jamais fait référence aux Verts en tant que tels. Partout ailleurs, les sondages discriminant selon les intentions de vote où les sympathies partisans ne prennent pas en compte les « mouvements écologistes » ou Les Verts. Deux ans après, les mots « environnement » et « écologie » ne figurent toujours pas dans l'index (p. 23), un sondage S O F R E S, effectué du 23 au 27 août 1987, sur le bilan de l'action de F. Mitterrand dans 15 domaines n'inclut pas l'environnement (de même, p. 210). P. 176, une enquête effectuée du 10 au 14 janvier 1987 sur l'attachement aux organisations politiques prend en compte « les groupes trotskystes mais pas Les Verts ». D'une manière générale, les sondages reproduits, discriminant selon les préférences partisans (P C, P S, U D F, R P R, F N), ne prennent pas en compte Les Verts : voir S O F R E S (1988). Il en est de même dans l'édition suivante : S O F R E S (1989).

(60) BOURDIEU, 1980 ; CHAMPAGNE, 1990

(61) Il faut rappeler l'exception de Claude-Marie VADROT, journaliste à *Politique-hebdo* et au *Canard enchaîné*, puis au *Journal du dimanche*

Dans l'audiovisuel joue sans doute également la crainte d'une faible audience et/ou d'une maîtrise insuffisante du média télévisuel et/ou radiophonique de la part des écologistes. En outre, inviter des écologistes dans une émission audiovisuelle ne contribue peut-être pas, alors, à légitimer politiquement ladite émission, ce qui demeure l'un des buts de ses responsables.

Enfin, à cette époque, les écologistes mobilisent mal les ressources médiatiques (faible importance accordée à l'image de marque, à la communication, à la forme, refus persistant de la médiatisation et de la personnalisation).

Quelques figures de la déformation médiatique

Les rapports Di Castri et Henry (62) ont, tous deux, souligné l'absence de traitement réel de l'information sur l'écologie scientifique en France et la pénurie de journalistes scientifiques et de vulgarisateurs spécialisés dans l'environnement en comparaison avec la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis. Les rares émissions existantes sont consacrées aux espèces animales ou à la pollution sans effort de création audiovisuelle sur l'environnement et l'écologie scientifique. En France, les informations sur ce sujet sont présentées d'une façon inexacte ou catastrophiste, qui contribue à donner de l'écologie une image fautive et peu crédible. Selon Di Castri (63), la crédibilité de l'écologie s'en trouve ainsi entamée tant vis-à-vis de la communauté scientifique, elle-même, que de la classe politique.

On constate aussi une manière de présenter le mouvement écologiste et ses résultats qui leur est défavorable.

Dans ses analyses politiques et ses présentations électorales, la presse retient – et raisonne sur – les pourcentages nationaux, qui pour des élections autres qu'européennes ou présidentielle n'ont guère de

sens, pour toutes les forces politiques qui ne présentent pas des candidats partout. Cette démarche conduit à minorer les résultats effectifs des écologistes (64) et à ce que les médias s'induisent eux-mêmes en erreur. Ainsi, Les Verts obtiennent 4,8 % en moyenne dans les cantons où ils se présentent en mars 1985, mais la presse, raisonnant sur un score national de 0,7 % évoque la disparition des écologistes. Des réactions analogues ont lieu lors des élections législatives de 1978, 1981, 1986, 1988 et des élections régionales de 1986, où les médias raisonnent sur des scores nationaux de 2,1 %, 1,1 %, 1,2 %, 0,3 % et 2,4 % alors que les scores, rapportés au nombre de suffrages exprimés dans les circonscriptions où les écologistes se présentent, sont, respectivement, de 4,6 %, 3,1 %, 2,7 %, 4,8 % et 3,5 %.

Un autre mode de présentation peut aussi conduire à donner une image orientée de l'action des écologistes. Ainsi l'écologisme est souvent soit enfermé dans une crédibilité sectorielle, restreint aux dimensions d'un mouvement à question unique (l'environnement), sa dimension politique étant niée soit, lorsque celle-ci est admise, assimilé aux extrêmes – extrême droite ou extrême gauche.

Ce type d'assimilation persiste à la fin des années 80. Pour *Le Figaro*, « l'écologie n'est pas à proprement parler un mouvement politique » (65). Selon cette approche, écologisme et « environnementalisme » sont identiques. Or

« Rien n'est plus dangereux que de faire de la politique avec une seule idée. Cela ne conduit nulle part ou bien ailleurs, ce qui n'est pas mieux. Et c'est sans doute la meilleure façon de gâcher les meilleures causes » (66).

De même, lorsque Antoine Waechter, est invité au « Club de la presse » d'*Europe 1* ou à « L'Heure de vérité » d'*Antenne 2*, avant l'élection européenne de

(62) DI CASTRI, 1984 ; HENRY, 1984, p. 7

(63) DI CASTRI, 1984, p. 97

(64) Même si l'absence effective de candidatures dans de nombreuses circonscriptions trahit une réelle faiblesse d'un mouvement qui ne parvient pas à rationaliser ses présences électorales.

(65) REBOIS Charles, « Les rénovateurs de l'écologie », *Le Figaro*, 15 mai 1989, p. 2

(66) GIESBERT F O, « Vagues vertes », *art. cité*. Une idée analogue est exprimée par GOGUEL François, dans *Le Figaro* du 14 mars 1989, p. 10

1989, les journalistes qui l'interrogent persistent à cantonner l'écologisme à l'environnement (67) Lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1990, alors que Les Verts prennent position sur chacun des budgets ministériels, les médias ne répercutent que leur opinion sur le budget de l'environnement Curieusement, l'assimilation écologisme-environnement se double aussi, parfois, d'une négation de la légitimité des écologistes à représenter même l'environnement Ainsi

« [les] grands thèmes porteurs [du phénomène écologique] ont à coup sûr plus d'avenir que ses nouveaux élus municipaux [...] l'écologie est en fait une chose trop importante pour être laissée aux seuls écologistes » (68)

Parfois lorsque le caractère politique de l'écologisme est admis, son originalité est niée, et les médias cherchent à l'assimiler à une attitude négative ou à l'un ou l'autre des extrêmes politiques ou aux deux à la fois Ce type d'assimilation connaît un regain de vigueur à la fin des années quatre-vingt Ainsi, pour Guy Sorman, du *Figaro-magazine*

« le vote écolo n'est pas un vote pour, c'est un vote contre », (69) Et « [...] l'opinion publique est prise en otage par un nouveau terrorisme intellectuel qui s'appelle l'écologie » (70)

Le Figaro et *Le Monde* assimilent aussi l'écologisme au frontisme ou à une attitude de refuge de « type protestataire ou marginal » (71) *Le Nouvel Observateur* estime qu'A. Waechter a « une version un

tantinet réactionnaire de la société » (72) tandis que *Le Monde* note des « [...] penchants évidents de M. Antoine Waechter vers la droite de la droite » (73). A l'opposé, *Le Quotidien de Paris* voit en lui un « gauchiste » ou un « homme de gauche » avec un programme de gauche (74). De même, pour *Valeurs actuelles*, « Les Verts représentent une nébuleuse d'ultra-gauche » (75) et pour *Le Figaro-magazine*, « des organisations comme Greenpeace participent par leurs liens avec l'U.R.S.S. et leur financement à un mouvement déstabilisateur contre les Etats-Unis et l'Occident » (76) Pour *Le Monde*, Les Verts ne font que « piller les vieux principes du Parti socialiste » et essayent de se développer en « récupérant des thèmes et un vocabulaire socialiste » (77)

On peut donner un autre exemple récent, de ce type d'assimilation, contestable étant donné l'échantillon de référence qui sert de support à l'analyse et les conclusions qui en sont tirées Utilisant une enquête de l'I.F.O.P., effectuée en avril 1991, dont les résultats détaillés ne sont pas donnés, *L'Express* du 9 mai 1991 raisonne, analyse et tire des conclusions à partir d'un groupe de « 35 % de Français qui affirment "possible" de voter pour un candidat écologiste à une élection présidentielle » Il ne s'agit là ni d'une enquête postélectorale, ni même d'intentions de vote Rien n'est dit sur les raisons du choix de ce critère et les techniques de constitution de ce sous-groupe Peut-être ces « 35 % de Français estimant "pos-

(67) Voir WAECHTER Antoine, « Club de la presse », *Europe 1*, 7 mai 1989 ; WAECHTER Antoine, « L'Heure de vérité », *Antenne 2*, 31 mai 1989

(68) GIESBERT F O., « Vagues vertes », *art. cité* Dans le même sens, voir aussi JULY Serge, *Europe 1*, 6 mars 1989, 8 h 15

(69) SORMAN Guy, « Ils poussent, les Verts », *Le Figaro-magazine*, 18 mars 1989, p. 114

(70) SORMAN G., « La mode "écolo" », *art. cité*, p. 122

(71) ANDRÉANI Jean-Louis, « M. Rocard, rénovateur ou timoré ? », *Le Monde*, 27 mai 1989, p. 8 ; BOTHOREL Jean, « Vers un parti écologique », *Le Figaro*, 21 mars 1989, p. 2 Dans le même sens, voir aussi TODD Emmanuel, « Les votes du flottement et du désarroi », *Libération*, 14 mars 1989, p. 6 ; « Verts, la deuxième gauche », *Valeurs actuelles*, 20 juin 1989, p. 29, et TODD 1990, chap. 1

(72) BAZIN F., « Antoine sois érotique ! », *art. cité*, p. 66

(73) COLOMBANI Jean-Marie, « Il est minuit docteur Delors » *Le Monde*, 6 septembre 1991, pp. 1-9 (9)

(74) « Waechter l'écologiste, gauchiste malgré lui », *Le Quotidien de Paris*, 2 juin 1989, p. 4

(75) Voir le dossier « Les Verts et les rouges » dans *Valeurs actuelles*, 2 au 8 mai 1989, pp. 13, 24, 29

(76) *Le Figaro-magazine*, 21 septembre 1985, 2735, 2 au 8 mai, pp. 1, 24-27 Voir aussi BRÉZET Alexis, « Verts, la deuxième gauche », *Valeurs actuelles*, 20 juin 1989, p. 29

(77) LHOMEAU Jean-Yves, « Une campagne inédite, mais utile », *Le Monde*, 15 juin, 1989, p. 9

sible” de voter pour un candidat écologiste à une élection présidentielle », ont-ils, au cours de la même enquête, exprimé des intentions de vote pour une autre tendance politique, tout en affirmant « “possible” de voter pour un candidat écologiste » Dans ce groupe, le journaliste qui « analyse » l’enquête croit découvrir un « [] rejet, parfois violent, de la politique. [] des motivations beaucoup plus ambiguës. Souvent inquiétantes » (78) Puis, cet échantillon est fragmenté en trois sous-groupes, dont les critères de constitution ne sont pas connus, pas plus que les raisons des appellations « les intellos-rangés », « les enragés » et « les crypto-lepénistes [] gueulards » (79) Ainsi, les écologistes manifestent à la fois leur « enracinement à gauche » et « un rejet du système, ce qui les associe curieusement aux extrêmes – Front national et Parti communiste – dans une sorte de refus idéologique confus » (80). Dès lors, et « c’est la découverte la plus spectaculaire de notre enquête », « la vraie nature des écolos » (81) est révélée à l’opinion

UNE MEILLEURE COUVERTURE (depuis la fin des années 80)

Le retour du thème de l’environnement dans l’opinion à la fin des années 80 semble appuyé, relayé, légitimé par les médias, qui jouent la fonction d’agenda, suivant la séquence classique médias spécialisés → média grand publics Ce faisant,

les médias contribuent à l’essor de l’écho du thème au-delà du cercle militant du mouvement qui le défend, condition essentielle au succès du mouvement, comme l’a montré Oberschall (82)

Dans le courant, mais surtout à la fin des années 80 (83), de même qu’au début des années 90 (84), se créent de nombreuses publications

Dans la presse d’information générale quotidienne et périodique, la place consacrée à l’environnement qui déclinait jusqu’en 1987, progresse très légèrement, à partir de 1988 On voit celle-ci lui consacrer à nouveau des tribunes ou points de vue, des couvertures totalement ou partiellement (85) ou des dossiers à partir de 1988 et, plus encore, au début de 1989 La consultation de la presse de l’époque montre que celle-ci « relaye » alors, et avec une tonalité catastrophiste, par exemple, les conférences de Paris, La Haye, et Londres, en mars (86) Là encore, les médias contribuent à l’essor de l’écho du thème au-delà d’un cercle militant, caractéristique essentielle à l’avenir du mouvement La tendance s’accroît, à partir de mars, avec les sommets précités et le succès des Verts français aux municipales, phénomène auxquels de nombreux organes de presse consacrent dossiers, couvertures (87), ou numéros spéciaux de même qu’aux questions d’environnement (88) ou au *business vert* (89) Si l’on utilise à nouveau l’indicateur fruste dont on a précédemment fait usage, on constate que le nombre de coupures de presse consacrées

(78) BROSSOLETTE Sylvie-Pierre, « La vraie nature des écolos », *L’Express*, 9 mai 1991, pp 42-44 (42)

(79) *Ibid*

(80) *Ibid*

(81) *Ibid*

(82) OBERSCHALL, 1973

(83) *Calypso Log, Silence, L’Oiseau magazine, L’Univers du vivant, Symbiose et environnement* (qui ne publie cependant que deux numéros en 1986), *Vert-contact, Vivant, Reporterie, Les Réalités de l’écologie, Scientifica, Science illustrée, Wakou*

(84) *Droit de l’environnement, Grands espaces, Marketing-vert, Le Sauvage* (qui tenait sous forme de lettre mensuelle en décembre 1990 mais s’interrompt en 1991), *Acteurs environnement, La Lettre des écotecnologies, La Lettre de l’INERIS, La Lettre de Options futur, La Lettre de la Fondation européenne pour l’environnement, Le Lien, Décision environnement, Mairie verte, Ecologia*

(85) Outre le dernier numéro de *Times* de l’année 1988 qui fait de la planète Terre « l’homme de l’année », on peut, par exemple, citer, pour la France : *Le Monde*, 28 décembre 1988, pp 9-10, *Libération*, 28 décembre 1988, pp 1-3 ; *La France*, 27 décembre 1988, *Le Point*, 20 au 26 février 1989, pp 75-81

(86) Voir, par exemple, *Le Figaro*, 11-12 mars 1989, p 32

(87) Voir par exemple, *Le Quotidien de Paris*, 15 mars 1989, p 1 ; *L’Express*, 1968, 24 au 30 mars 1989, p 1 ; *Le Point*, 863, 3 au 9 avril, p 1 ; *L’Événement du jeudi*, 228, 16 au 22 mars 1989, p 1 ; *Libération*, 15 mars 1989, p 1 ; *Profession politique*, 40, 19 juin 1989, p 1 ; *Éléments*, 66, septembre-octobre 1989

aux mouvements écologistes, qui n'était que de 14 en 1986 (pourtant année d'une double élection), augmente très légèrement en 1987 (19 coupures) et 1988 (25 coupures) et beaucoup plus en 1989 (137 coupures) et, après un tassement en 1990 (87 coupures), en 1991 (141 coupures), 1992 (326 coupures) et 1993 (354 coupures)

Dans l'audiovisuel, alors qu'aucun dirigeant écologiste n'avait été l'invité d'une grande émission depuis 1980, Antoine Waechter est, entre mars et juin 1989, l'hôte, successivement, d'un « Club de la presse » d'*Europe 1*, de deux « Grand jury » *R.T.L.-Le Monde*, d'une « Heure de vérité » sur *Antenne 2* et de nombreuses émissions plus régulières ou journaux d'information

Outre l'accroissement de la surface rédactionnelle consacrée à l'environnement et à l'écologisme, on constate aussi une institutionnalisation de ces domaines avec la création ou la recréation (après leur disparition dans le courant des années 80) de rubriques qui leur sont consacrées. C'est le cas, notamment, pour *Victor*, *Le Figaro*, *Le Point*, *TF1*, *France Info*, *Paris FM*, *Canal J*, *RFI*, *La Cinq*, *M6*. En outre, à la même époque, certains médias réorientent, plus ou moins profondément, leur ligne rédactionnelle sur la nature et/ou l'environnement (*Grands Reportages*, *Politis*, *VSD*). Le documentaire animalier fait un retour en force sur la plupart des chaînes de télévision, à partir de 1989. *La SEPT* prépare, en 1990, une série d'émissions sur le paysage. En juin 1990, *Le Monde* fait paraître un « Dossier et documents » sur l'environnement. Dans l'édition, le « rapport Bruntland », qui n'avait pas trouvé d'éditeur français, lors de sa parution, en 1987, est publié en 1990 par Frison-Roche (Commission mondiale de l'environnement et du développement, 1990). En mars 1991, naît sur le réseau câblé de Massy *Odyssée*, la première chaîne de télévision scientifique à la carte, proposant, notamment, des documentaires animaliers ou sur

l'environnement. *Europe 1* organise, le 4 avril 1991, une journée W W F sur son antenne. *Europe 2* lance, le 16 juillet 1991, une campagne de mobilisation en faveur de la pétition pour les « Droits des générations futures » du commandant Cousteau.

En accroissant la surface rédactionnelle consacrée à ces questions et en les traitant, souvent, à l'aide d'une tonalité assez catastrophiste, les médias, servent de relais à la remontée du thème de l'environnement dans la hiérarchie des préoccupations de l'opinion et contribuent à le légitimer et à lui conférer un caractère d'urgence. Par là même, ils contribuent à légitimer et à crédibiliser, indirectement, la force politique qui apparaît, déjà, aux yeux des électeurs, la plus crédible sur ce point.

Mais, outre ce regain du thème de l'environnement dans l'opinion, la nouvelle faveur médiatique dont jouissent les écologistes, à partir de la fin des années 80, en France, peut aussi s'expliquer par d'autres données.

Tout d'abord, la meilleure couverture quantitative des écologistes par les médias est directement corrélée avec leurs succès électoraux réels et/ou anticipés de mars et juin 1989 puis de 1992 et 1993 (voir graphiques 1 et 2). Ainsi, le nombre de coupures de presse consacrées aux « mouvements écologistes » en 1989, qui n'était que de 5 en janvier et 4 en février, passe à 26 en mars, 13 en avril, 17 en mai, 23 en juin, avant de se tasser à nouveau en juillet (6), août (4), septembre (8), octobre (6), décembre (7) (mais pas en novembre : 18). En 1993, près de la moitié des coupures de l'année (149 sur 354) sont datées de janvier, février et mars, soit de la période précédant les élections législatives, pendant laquelle les sondages d'intention de vote donnent à penser aux journalistes que pour la première fois, peut-être, des écologistes seront représentés à l'Assemblée nationale. De même, c'est à partir de la fin mars 1989, seulement, que les écologistes sont, à nouveau, invités à participer à de grandes

(88) *Libération*, 8 mai 1989, pp 1-25 ; *Le Monde* « Affaires », 24 juin 1989, pp 1-8

(89) *Le Monde*, « Sciences et Médecine », 12 avril 1989, pp 19-20 ; « La Terre perd la boule », *Libération*, numéro hors série, juin 1989 ; « La Terre perd la boule », *TF1*, 21 juin 1989 ; *Le Midi libre*, 17 juillet 1989, pp 1-20

émissions politiques de radio et de télévision. En raison de leurs succès électoraux et de l'accès de certains d'entre eux à des postes d'adjoints au maire ou de députés européens, puis de conseillers régionaux, il semble devenu plus légitime, pour les médias, d'évoquer les écologistes. Cela le devient d'autant plus que les évolutions importantes que connaissent Les Verts depuis le milieu des années 80 (affirmation nouvelle d'un but de pouvoir, unification et structuration en parti, modération programmatique, démarche désormais clairement électoraliste, passage de candidatures de témoignage à des candidatures de prétendants à des fonctions électives, modifications de l'organisation et du fonctionnement, acceptation d'une certaine personnalisation et « notabilisation »...) puis la création de *Génération écologie*, structure moins atypique dès ses débuts, font que les écologistes semblent, désormais, perçus par les médiateurs comme moins éloignés du modèle légitime de l'acteur politique tel qu'il est conçu par ceux-ci.

Enfin, et plus précisément, les écologistes développent délibérément leurs actions de communication à partir de la fin

des années 80 (médiatisation de quelques « têtes d'affiche », recrutement de professionnels de la communication, organisation de rendez-vous de presse réguliers à partir de janvier 1991...) facilitant, peut-être, ainsi, la tâche des médias ou acceptant mieux certaines des règles de fonctionnement du système médiatique

L'attitude des médias français envers l'environnement et l'écologisme se révèle donc fluctuante au fil du temps. On constate qu'ils exercent à l'égard de ce thème et/ou de cette mouvance politique quatre effets importants. Tout d'abord, une fonction d'agenda et un effet d'amorçage tant dans leur version active que dans leur version passive (non-inscription sur l'agenda, absence d'effet d'amorçage et donc entrave à la constitution en enjeux de ces thèmes). De même, par la visibilité ou la moindre visibilité qu'ils leur ont successivement donnée, les médias français ont contribué à légitimer ou non, selon les moments, ce nouveau thème et ce nouvel acteur politique. Enfin, certains médias et médiateurs français semblent avoir fourni des ressources non négligeables dans le processus de construction de cette nouvelle mouvance.

RÉFÉRENCES

- ALLAN-MICHAUD D , *Le mouvement écologique français : problèmes de visibilité et de lisibilité* (dact.) 31 p , 1989
- AMBROISE-RENDU M., « La presse française et l'environnement », *Presse-actualité*, 76, septembre-octobre 1972, pp. 27-39
- BERELSON B , LAZARSFELD P , GAUDET H *The people's choice*, New York, Columbia University Press, 1948 (1^{re} éd 1944)
- BONNAL F , « L'évolution de l'opinion publique à l'égard de l'écologie au travers des sondages », 42 p., in *Association française de science politique, Ecologisme et politique, Actes de la journée d'études du 26 septembre 1980*
- BOURDIEU P , « L'opinion publique n'existe pas », in *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984, pp 222-235
- BROOKES, S K et al., « The growth of the environment as a political issue in Britain », *British Journal of Political Science*, 6, 1976, pp 245-255
- CAPDEVIELLE J et al , *France de gauche vote à droite*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981
- CAYROL R , « Le rôle des campagnes électorales », in GAXIE D , *Explication du vote*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, pp 385-417
- CHAMPAGNE P , *Faire l'opinion, le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990
- DI CASTRI F., *L'Ecologie . les défis d'une science en temps de crise*, rapport au ministre de l'Industrie et de la Recherche, Paris, la Documentation française, 1984.
- EISENDRATH C , « Environmentalism in France the press forms a powerful nebula », *Contemporary french civilization*, 3 (2), hiver 1979, pp 213-238.
- GERSTLÉ J , « Le renouvellement des études sur les campagnes électorales », *Politix*, n° 5, hiver 1989, pp 7-10 (9)
- GILTIN T , « Media Sociology The Dominant Paradigm », *Theory and Society*, vol. 6, n° 2, September 1978, pp 205-253
- HENRY C , *Organisation de la recherche et de la formation pour la maîtrise écologique du territoire*, rapport au secrétariat d'Etat chargé de l'environnement et de la qualité de la vie, s l , s n , avril 1984
- HIRSCHMAN A., *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983 (trad de *Shifting involvements Private interests and public action*, Princeton, Princeton University Press, 1982).
- KATZ E., « The two step flow of communication An up-to-date report on an hypothesis », *The Public Opinion Quarterly*, vol XXI, n° 1, printemps 1957, pp 61-78
- KATZ E., LAZARSFELD P , *Personal influence . the part played by people on the flow of mass communications*, Glencoe, The Free Press, 1964 (1^{re} éd. 1955).
- LOWE P , MORRISSON D , « Bad news or good news environmental politics and the mass media », *The Sociological Review*, vol. 32, n° 1, févr. 1982, pp. 75-90
- MAAREK P. J , « Le message télévisé a-il besoin du discours politique ? », *Mots*, n° 20, septembre 1989, pp 23-41
- MARESCA S , *Les dirigeants paysans*, Paris, Minuit, 1983

- McCOMBS M E , SHAW D. L , « The agenda-setting fonction of mass media », *Public Opinion Quaterly*, vol 36-2, été, 1972, pp 176-187.
- MISSIKA J -L , BREGMAN D , « La campagne la sélection des controverses politiques », in DUPOIRIER E , Grunberg G (sous la direction de), *Mars 1986 La drôle de défaite de la gauche*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, pp 149-165
- OBERSCHALL A , *Social conflicts and social movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973
- PARODI J.-L., « Essai de problématique du mouvement écologiste les écologistes et la tentation politique », *Revue politique et parlementaire*, 878, janvier-février 1979, pp. 25-43
- S O.F.R.E.S *L'Etat de l'opinion, clés pour 1988*, Paris, Seuil, 1988
- S O.F.R.E.S *L'Etat de l'opinion, clés pour 1989*, Paris, Seuil, 1989
- S O.F.R.E.S *L'Etat de l'opinion, clés pour 1991*, Paris, Seuil, 1991
- S O.F.R.E.S , *Opinion publique 1986*, Paris, Gallimard, 1986
- SIMON H A , STERN F , « The effect of television upon voting behaviour in Iowa in the 1952 presidential election », *American Political Science Review*, vol 49, n° 2, juin 1955, pp 470-477
- STOETZEL J , « Les sondages et l'élection présidentielle de 1965 », *Revue française de sociologie*, vol VII, n° 2, avril-juin 1966, pp 147-157
- STRODTHOFF G C., HAWKINS R P , SCHOENFELD, A. CLAY , « Media roles in a social movement a model of ideology diffusion », *Journal of Communication*, vol 35, n° 2, printemps 1985, pp 134-153
- TODD E , *L'invention de l'Europe*, Paris, Seuil, 1990.
- VÉRON E , *Construire l'événement les médias et l'accident de Three-Mile Island*, Paris, Minuit, 1981
- WALSH E., WARLAND, R , « Social movement involvement in the wake of a nuclear accident activists and free riders in the TMI area », *American Sociological Review*, vol 48, december 1983, pp 764-780
- YENGAR S I , KINDER D R , *News that matters*, Chicago, The University Press of Chicago, 1987